

**Dépenses publiques en République Démocratique du Congo : une analyse
des facteurs explicatifs par le modèle Autoregressive Distributed Lags sur la
période de 1990 à 2023**

**Public Expenditure in the Democratic Republic of Congo: An Analysis of
Determinants Using the Autoregressive Distributed Lag Model over the
Period 1990–2023**

MOTO KOSARADE Joseph

Docteur en Economie et Développement

Professeur d'Université

Membre de l'Observatoire de la Francophonie Economique de l'Université de Montréal, de l'Institut
Euro-Africain du Droit Economique et de l'Association Marocaine du Contrôle, de Comptabilité et
d'Audit

josephmoto10@gmail.com

PIKADJO AMALA Christian

Chercheur en économie et développement, rattaché au Laboratoire de recherche Business Economic
Development

pikadjochristian@gmail.com

Date de soumission : 23/09/2025

Date d'acceptation : 01/11/2025

Pour citer cet article :

MOTO KOSARADE. J. & PIKADJO AMALA. C. (2025) « Dépenses publiques en République Démocratique
du Congo : une analyse des facteurs explicatifs par le modèle Autoregressive Distributed Lags sur la période de
1990 à 2023 », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 11 » pp : 843- 866.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons
Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette étude analyse les dépenses publiques en République Démocratique du Congo (RDC) de 1990 à 2023, en identifiant leurs déterminants et leur impact sur l'économie nationale. Elle met en évidence les faiblesses institutionnelles et la dépendance aux ressources extérieures, qui nuisent à la qualité des services publics. À l'aide du modèle ARDL (AutoRegressive Distributed Lag), l'étude évalue les relations entre les dépenses publiques, les recettes nationales et l'aide publique au développement. Les résultats révèlent une cointégration significative entre ces variables : la croissance économique accroît les dépenses, tandis que les chocs de change et l'inflation les détériorent. La politique budgétaire apparaît pro-cyclique, limitant son rôle stabilisateur. En conclusion, il est recommandé de diversifier l'économie, de renforcer la discipline budgétaire et d'optimiser l'utilisation de l'aide publique afin d'améliorer la gestion des finances publiques et de soutenir un développement durable.

Mots-clés : Dépenses publiques, République Démocratique du Congo, Modèle ARDL, Pro-cyclicité et Aide publique au développement

Abstract

This study analyzes public expenditure in the Democratic Republic of Congo (DRC) from 1990 to 2023, identifying its determinants and assessing its impact on the national economy. It highlights institutional weaknesses and the heavy dependence on external resources, which undermine the quality of public services. Using the ARDL (AutoRegressive Distributed Lag) model, the study evaluates the relationships between public spending, national revenue, and official development assistance. The results reveal a significant cointegration among these variables: economic growth tends to increase public expenditure, while exchange rate shocks and high inflation exert adverse effects. Fiscal policy appears pro-cyclical, thereby limiting its stabilizing role. In conclusion, the study recommends diversifying the economy, strengthening fiscal discipline, and optimizing the use of development aid to improve public financial management and promote sustainable development.

Keywords: Public expenditures, Democratic Republic of the Congo, ARDL model, Pro-cyclicality, Official development assistance.

Introduction

Les dépenses publiques constituent un sujet complexe et multidimensionnel, essentiel pour comprendre les dynamiques économiques et sociales d'un pays. En République Démocratique du Congo (RDC), où l'État joue un rôle prépondérant dans la régulation et le développement de l'économie, les dépenses publiques sont déterminantes pour fournir des services essentiels tels que l'éducation, la santé et les infrastructures. Cependant, malgré leur importance manifeste, la gestion des dépenses publiques en RDC est marquée par des défis majeurs, notamment la corruption, une dépendance structurelle aux financements externes, et des insuffisances dans la gouvernance (Moto & Sumata, 2022).

Dans le contexte congolais, il apparaît que les dépenses publiques sont souvent mal orientées, avec une large portion affectée au fonctionnement de l'administration, ce qui laisse peu de marge pour les investissements productifs (Bakandeja Wa Mpungu, 2020). De ce fait, la question suivante émerge : **quels sont les facteurs explicatifs des dépenses publiques en RDC et comment influencent-ils la qualité des services publics dans un climat d'instabilité économique et politique ?** Cette problématique incite à explorer les interactions entre les variables économiques telles que les recettes publiques, les taux d'inflation, les taux de change, ainsi que l'aide publique au développement.

Pour répondre à cette question de recherche, deux hypothèses sont formulées :

1. Les dépenses publiques sont principalement influencées par les recettes publiques, reflétant ainsi la dépendance de l'État congolais à la mobilisation des ressources internes (Kibala, 2018).
2. Le contexte d'instabilité économique et politique a une influence négative sur les dépenses publiques, entravant ainsi l'utilisation efficace des ressources disponibles (Moto & Sumata, 2022).

L'objectif général de cette étude est d'analyser les dépenses publiques en RDC de 1990 à 2023, dans le but d'identifier les facteurs explicatifs et d'évaluer leur impact sur l'économie.

Plus spécifiquement, les objectifs de recherche incluent :

- La réalisation d'une analyse approfondie du comportement des dépenses publiques face aux chocs.
- L'identification des faiblesses dans la gestion des dépenses publiques en RDC.
- L'évaluation de la relation entre les dépenses publiques et les variables macroéconomiques significatives.

La recherche adopte une approche quantitative utilisant un modèle ARDL (AutoRegressive Distributed Lag), qui permet d'examiner les relations à long terme ainsi que les ajustements à court terme entre les dépenses publiques et les variables explicatives. Cette méthode est particulièrement adaptée à l'analyse des séries temporelles, dans des situations où les variables peuvent être non stationnaires (Kibala, 2018).

Cet article est structuré de la manière suivante :

1. **Revue de littérature** : une discussion sur les théories et études antérieures concernant les dépenses publiques.
2. **Méthodologie**, analyse des données et discussions des **Résultats** : détaillant la méthode ARDL, les données utilisées et leur analyse et la présentation des résultats de l'analyse économétrique et leurs implications.

En conclusion, cette étude se veut une contribution significative à la compréhension des déterminants des dépenses publiques en RDC, mettant en lumière non seulement les défis à relever, mais aussi les opportunités potentielles pour améliorer la gestion financière.

1. Revue de littérature théorique et empirique

1.1. Revue théorique

Les dépenses publiques constituent un pilier central de la politique économique et sociale, jouant un rôle crucial dans le développement, la stabilisation économique et la redistribution des ressources. Elles permettent aux gouvernements d'influencer le niveau d'activité économique, de promouvoir la cohésion sociale et de garantir le bien-être des citoyens. L'analyse des dépenses publiques offre un aperçu des priorités gouvernementales, des choix politiques et de leurs effets économiques et sociaux.

1.1.1. Théories classiques des dépenses publiques

La théorie de la fonction publique développée par Musgrave (1959) distingue trois fonctions majeures :

1. **Allocation des ressources** : Les marchés peuvent échouer à fournir certains biens publics comme l'éducation, la santé ou la défense. L'État intervient pour corriger ces défaillances et garantir l'accès universel à ces biens. Les investissements en infrastructures (routes, ponts, systèmes de santé) soutiennent le développement économique et améliorent la qualité de vie.
2. **Redistribution des revenus** : Les dépenses publiques permettent de réduire les inégalités via les programmes sociaux (allocations familiales, retraites, subventions à l'éducation). Cette fonction souligne l'importance de la justice sociale et de l'équité.

3. **Stabilisation économique** : En période de récession, l'État peut accroître les dépenses pour soutenir la demande globale et relancer l'économie, et inversement réduire ces dépenses lors d'une surchauffe pour éviter l'inflation.

Ces fonctions montrent que les dépenses publiques sont à la fois un instrument économique et social, essentiel au développement durable.

1.1.2. Approches néoclassiques

Les néoclassiques considèrent que le marché, lorsqu'il fonctionne efficacement, détermine l'allocation optimale des ressources. Les interventions publiques doivent se limiter aux corrections de défaillances du marché. L'efficacité économique est prioritaire, et les investissements publics doivent renforcer la capacité productive à long terme. Barro (1990) insiste sur l'importance des **infrastructures** et de l'**éducation** pour accroître la productivité et créer un environnement favorable à la croissance économique.

Les économistes néoclassiques (Alesina et Perotti, 1996) mettent également l'accent sur la **discipline budgétaire** et la **réduction de la dette publique**, car des déficits persistants peuvent accroître les taux d'intérêt à long terme, freiner l'investissement privé et générer une perte de confiance des investisseurs. La gestion prudente des finances publiques est donc cruciale pour assurer la stabilité économique.

1.1.3. Théories de la demande agrégée

Les keynésiens, notamment John Maynard Keynes (1936), soulignent le rôle des dépenses publiques dans la stimulation de la demande globale, surtout en période de crise. La demande agrégée résulte de la somme des dépenses des ménages, des entreprises, du gouvernement et des exportations nettes. Lorsque la demande privée chute, les dépenses publiques compensent cette baisse pour maintenir l'activité économique.

1. **Stabilisation économique** : Les dépenses publiques servent de stabilisateur automatique. Par exemple, l'augmentation des dépenses en infrastructures ou en programmes sociaux crée des emplois et soutient le pouvoir d'achat.
2. **Politiques fiscales expansionnistes** : Les mesures keynésiennes telles que le New Deal ont montré que des programmes de relance financés par l'État peuvent relancer l'économie en période de crise.
3. **Effet multiplicateur** : Chaque dollar dépensé par le gouvernement génère un effet en chaîne dans l'économie, créant une demande supplémentaire et stimulant l'activité économique. L'ampleur de cet effet dépend de la propension marginale à consommer.

La pertinence contemporaine des théories keynésiennes est démontrée par les réponses gouvernementales aux crises de 2008 et de la pandémie de COVID-19, où des plans de relance et des subventions massives ont soutenu les entreprises et les ménages.

1.1.4. Théorie des choix publics

Développée par Buchanan et Tullock (1962), cette théorie analyse les interactions entre acteurs politiques et économiques, montrant comment leurs décisions influencent les dépenses publiques.

1. **Rationalité des acteurs** : Les décideurs cherchent à maximiser leurs intérêts personnels ou électoraux, ce qui peut orienter les dépenses vers des projets visibles ou des programmes redistributifs.
2. **Influence des groupes d'intérêt** : Les priorités budgétaires peuvent être dictées par la pression de groupes représentant des secteurs spécifiques, entraînant des allocations non optimales pour la société dans son ensemble.
3. **Comportement opportuniste** : Les élus privilégient souvent des projets à court terme et visibles pour gagner des voix, parfois au détriment de l'efficacité économique à long terme.

Pour limiter ces effets, la théorie recommande des mécanismes d'**institutionnalisation de la transparence**, de **responsabilité** et de **régulation budgétaire**, afin d'optimiser l'allocation des ressources.

1.1.5. Facteurs déterminants des dépenses publiques

Les dépenses publiques sont influencées par plusieurs facteurs économiques, sociaux et politiques. Ghosh (2006) identifie la **croissance économique**, l'**inflation**, la **structure démographique** et la **stabilité politique** comme essentiels. Les gouvernements adaptent leurs dépenses en fonction des pressions sociales et des priorités de la population. Les attentes concernant la santé, l'éducation et la sécurité déterminent largement les décisions budgétaires.

1.2. Revue empirique

L'étude des dépenses publiques s'est enrichie grâce à des recherches empiriques qui fournissent des preuves tangibles des théories discutées précédemment. Ces études prennent différentes formes, notamment des études de cas nationales, des analyses sectorielles et l'utilisation de modèles économétriques. Voici un aperçu détaillé de ces approches.

1. Études de cas nationales

Les travaux de Rajan et Zingales (1998) analysent l'impact de la structure économique d'un pays sur les dépenses publiques. Leur étude révèle que :

- **Niveau de développement** : Les pays plus développés tendent à avoir une plus grande capacité à mobiliser des ressources pour les dépenses publiques. Cela s'explique par des bases fiscales plus larges et des institutions plus solides, qui permettent de soutenir des services publics efficaces.
- **Ouverture économique** : Une économie ouverte, intégrée dans le commerce international, peut influencer les priorités des dépenses publiques. Les pays ouverts peuvent devoir ajuster leurs dépenses en réponse aux pressions du marché mondial, rendant leurs politiques budgétaires plus dynamique pour répondre à des besoins externes et aux attentes des investisseurs.

Ces résultats soulignent l'importance du contexte économique pour une analyse profonde des dépenses publiques.

MOTO KOSARADE Joseph (2024), dans son ouvrage « *Finances publiques en République Démocratique du Congo : Approche théorique et pratique* », propose une vision claire et structurée des finances publiques contemporaines en RDC. Il décrit l'action financière de l'État, ses mécanismes et ses instruments, tout en insistant sur le contrôle et la comptabilité publiques. À travers huit parties et vingt-cinq chapitres, l'auteur met en lumière le principal défi du pays : accroître la mobilisation des ressources internes pour financer efficacement le développement économique et renforcer la transparence ainsi que la redevabilité, grâce à une gestion budgétaire axée sur la performance.

De son côté, BAKANDEJA Wa MPUNGU Grégoire (2020), dans « *Les finances publiques en République Démocratique du Congo : La longue croisade pour une gouvernance financière débarrassée de la corruption* », présente les finances publiques comme une science d'évaluation des recettes et dépenses publiques. Il insiste sur la nécessité d'un contrôle rigoureux et de sanctions pour rétablir la gouvernance financière.

Enfin, LONZO LUBU Gastonfils (2014) étudie l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en RDC et démontre que la bonne gouvernance, en réduisant la corruption budgétaire, constitue un levier essentiel pour stimuler la performance macroéconomique et la croissance durable.

2. Analyse sectorielle

L'étude de Filmer et Pritchett (1999) fournit une perspective précieuse sur les dépenses publiques en santé et en éducation. Les points clés incluent :

- **Qualité des services** : Leur recherche insiste sur le fait qu'une augmentation des dépenses publiques dans ces secteurs ne garantit pas nécessairement une amélioration

des résultats en termes de santé ou d'éducation. Un financement accru peut être inefficace si les systèmes de gouvernance ne sont pas en place pour garantir une répartition judicieuse des ressources. Par exemple, des témoignages d'une allocation inégale des fonds ou d'une mauvaise gestion peuvent réduire l'impact positif attendu de ces investissements.

- **Indicateurs de résultats** : Filmer et Pritchett suggèrent d'examiner comment la qualité de la gestion et la gouvernance peuvent influencer l'efficacité des dépenses. Les pays où les institutions publiques sont robustes et transparentes voient généralement de meilleurs résultats en matière de services, malgré des niveaux de dépenses similaires à ceux d'autres pays aux institutions fragiles.

3. Modèles économétriques

Les modèles économétriques, notamment le VAR (Vector Autoregression) et l'ARDL (AutoRegressive Distributed Lag), sont largement utilisés pour analyser les relations entre les dépenses publiques et d'autres variables économiques. Le modèle VAR permet d'examiner les interactions dynamiques entre les dépenses publiques, le PIB et d'autres indicateurs, en captant à la fois les effets à court et à long terme des politiques budgétaires. Le modèle ARDL, quant à lui, offre l'avantage de traiter simultanément des variables stationnaires et non stationnaires, permettant d'évaluer les relations de long terme et les effets transitoires des changements budgétaires.

Selon **A.T.K. Mavungu et F.L.M. Tshibanda (2022)** dans *The Role of Public Expenditure in Economic Development: Evidence from DRC*, les dépenses publiques orientées vers les infrastructures et l'éducation jouent un rôle déterminant dans le développement économique. Ils recommandent une meilleure allocation des ressources pour en maximiser l'impact.

L'originalité de cette étude réside dans son analyse approfondie des déterminants des dépenses publiques en République Démocratique du Congo entre 1990 et 2023, période marquée par d'importants bouleversements économiques. À travers un modèle économétrique contextualisé, elle met en évidence la dynamique des dépenses publiques et leur influence sur la performance macroéconomique du pays.

2. Méthodologie, analyse des données et discussions des résultats

2.1. Méthodologie

Afin de capter les facteurs explicatifs des dépenses publiques en RDC, nous avons opté pour l'estimation d'un modèle ARDL. Selon Kibala, J. , la particularité de ce dernier est qu'il permet la prise en compte de la dynamique temporelle lors de l'explication d'une variable. Ce

qui est justement idéal dans le cadre des dépenses publiques, qui subissent généralement l'influence temporelle de plusieurs variables telles que la croissance économique ou encore les recettes publiques. En outre, la nature des données en notre possession justifie amplement ce choix.

Le modèle ARDL est constitué de deux parties :

- La partie AR (autorégressive) : qui explique la variable dépendante par ses propres variables décalées ;

$$Y_t = \alpha_0 + \alpha_1 Y_{t-1} + \dots + \alpha_p Y_{1-p} + \mu_t$$

- La partie DL : (distributed lag) : qui explique la variable dépendante par les valeurs passées et présentes des variables indépendantes.

$$Y_t = \beta_0 + \beta_1 X_{t-1} + \dots + \beta_p X_{1-p} + z_t$$

Ainsi, la forme du modèle ARDL est la suivante :

$$Y_t = \alpha_0 + \alpha_1 Y_{t-1} + \dots + \alpha_p Y_{1-p} + \beta_0 + \beta_1 X_{t-1} + \dots + \beta_p X_{1-p} + e_t$$

2.1.1. Choix des variables et spécifications du modèle

D'après la littérature économique et la disponibilité des données, les variables suivantes font l'objet de notre modèle :

Comme variables principales :

- Dépenses publiques (dpu) : exprimées en pourcentage du PIB, elles représentent la politique budgétaire ;
- Recettes publiques (rect) : elles sont exprimées en pourcentage du PIB et représentent les ressources internes disponibles. Plus les recettes sont élevées, plus l'Etat peut financer ses dépenses sans recourir à l'endettement

Comme variable de contrôle :

- Taux de croissance économique (txce) : explique la performance économique. Une croissance forte peut accroître les recettes et fortement influencer les dépenses publiques. Il est exprimé en pourcentage ;
- Taux d'Inflation (txinfl) : influence le pouvoir d'achat de l'Etat à travers la structure des prix. Nous avons utilisé le taux d'inflation calculé à partir du déflateur du PIB en raison de la nature de la dépense publique, composante non négligeable dans le Produit Intérieur Brut ;

Taux de change (txch) : la dollarisation de l'économie congolaise est notoire et fait du taux de change une variable particulièrement cruciale dans la dynamique de la dépense publique en RDC.

Tableau 1 : Présentation des variables du modèle

Variables	Effets attendus	Nature	Pertinence économique	Source
<i>dpu</i>		Endogène	Principal objet d'analyse	BCC
<i>rect</i>	+	Exogène	Ressources internes disponibles	BCC
<i>apd</i>	+	Exogène	Source externe majeur de financement pour les PED	Banque Mondiale
<i>txce</i>	+	Exogène	Indique la performance économique	BCC
<i>txinfl</i>	-	Exogène	Influence le pouvoir d'achat de l'Etat	Banque Mondiale
<i>txch</i>	-	Exogène	Réflète la compétitivité externe et le cout des importations	BCC & Banque mondiale

Source : Les auteurs

Notre modèle est spécifié selon la forme fonctionnelle suivante :

$$Dpu_t = f(\text{rect}_t, \text{apd}_t, \text{txce}_t, \text{txch}_t, \text{txinfl}_t)$$

2.1.2. Estimation économétrique du modèle et analyses

Notre étude se focalisera principalement sur deux analyses : une analyse descriptive et une analyse formelle. Il est important de signaler que notre étude est faite sur des données annuelles couvrant la période de 1990 à 2023. Celles-ci proviennent de deux sources majeures : les rapports annuels de la Banque Centrale du Congo et la base de données de la banque mondiale.

2.2. Analyse des données

Analyse descriptive des données

Tableau 2 : caractéristiques descriptives des séries

	DPU	APD	RECT	TXCE	TXCH	TXINFL
Mean	15.00206	9.003154	14.47912	1.976471	695.6995	1162.770
Median	15.47500	6.508447	16.31000	4.050000	495.3040	23.86085
Maximum	21.74000	60.60967	28.69000	8.900000	2330.700	26765.86
Minimum	5.410000	0.934826	3.010000	-13.50000	2.39E-09	-1.155879
Std. Dev.	4.402740	10.42308	6.213665	6.157482	699.3297	4610.011
Skewness	-0.288861	3.754633	-0.205905	-0.882583	0.777448	5.264585
Kurtosis	1.958575	18.91450	2.430803	2.702190	2.513109	29.71098
Jarque-Bera	2.009299	438.6856	0.699228	4.539706	3.760917	1167.815
Probability	0.366173	0.000000	0.704960	0.103327	0.152520	0.000000
Sum	510.0700	306.1072	492.2900	67.20000	23653.78	39534.17
Sum Sq. Dev.	639.6760	3585.143	1274.118	1251.181	16139047	7.01E+08
Observations	34	34	34	34	34	34

Source : Les auteurs, sur base des analyses dans Eviews 12

Les dépenses publiques moyennes sont élevées à 15% du PIB ; les recettes admettent de leur côté une moyenne de 14,47% du PIB. Quant à l'aide publique au développement, sa moyenne

est estimée à 9% du PIB. Sachant que les deux dernières variables financent la première (sans tenir compte de l'emprunt), on peut apercevoir une gestion budgétaire assez appréciable durant la période d'étude.

Le taux de change et l'inflation présentent des volatilités notoires : l'écart-type du taux d'inflation (4610,01) est presque quatre fois plus élevé que sa moyenne (1162,77). Quant au taux de change, son écart-type (699,33) est simplement plus élevé que sa moyenne (695,69). Ces fluctuations extrêmes peuvent traduire une instabilité macroéconomique de la RDC durant la période sous-examen.

L'analyse révèle également un coefficient d'aplatissement (kurtosis) très élevé pour plusieurs variables (txce, txch, txinfl) avec une distinction particulière pour le taux d'inflation (29,71 > 3) qui indique une distribution leptokurtique confirmant les valeurs extrêmes susmentionnées, probablement dues à la période d'hyperinflation et de forte dépréciation monétaire qu'a connu la RDC dans les années 90.

Enfin, l'analyse descriptive révèle que quatre de nos séries suivent une distribution normale (probabilité > 0,05).

Analyses des corrélations

Tableau 3 : Analyse des corrélations

	DPU	APD	RECT	TXCE	TXCH	TXINFL
DPU	1	0.39465730...	0.53000802...	0.36473643...	0.12979797...	-0.3842699...
APD	0.39465730...	1	0.43407074...	0.33701050...	0.00473428...	-0.1282317...
RECT	0.53000802...	0.43407074...	1	0.86075670...	0.56475045...	-0.4418286...
TXCE	0.36473643...	0.33701050...	0.86075670...	1	0.65433312...	-0.3047567...
TXCH	0.12979797...	0.00473428...	0.56475045...	0.65433312...	1	-0.2545722...
TXINFL	-0.3842699...	-0.1282317...	-0.4418286...	-0.3047567...	-0.2545722...	1

Source : Les auteurs, sur base des analyses dans Eviews 12

Les dépenses publiques moyennes s'élèvent à 15 % du PIB, tandis que les recettes atteignent 14,47 % du PIB et l'aide publique au développement 9 %. Ces données suggèrent une gestion budgétaire satisfaisante. Cependant, le taux de change et l'inflation montrent une forte volatilité : l'écart-type de l'inflation (4610,01) est presque quatre fois supérieur à sa moyenne (1162,77). Cette instabilité macroéconomique de la RDC est confirmée par un kurtosis élevé, notamment pour l'inflation (29,71), indiquant des valeurs extrêmes liées à l'hyperinflation des années 90. Quatre séries suivent une distribution normale ($p > 0,05$).

III.2. Analyse formelle

III.2.1. Stationnarité des séries

Comme pour toute étude économétrique rigoureuse axée sur les séries temporelles, nous débutons par une analyse de la stationnarité de nos séries, afin de nous assurer que nos données sont appropriées pour effectuer une modélisation ARDL, qui n'admet que des variables stationnaires à niveau ou à la première différence. L'objectif est bien entendu de nous assurer de la stationnarité de nos séries afin d'obtenir des estimations plus fiables et d'éviter d'avoir des régressions fallacieuses. Pour ce faire, nous nous sommes servi du test ADF.

Tableau 4 : Stationnarité des séries

Series	A niveau	1e différence	Constat
	Probabilité	Probabilité	
<i>apd</i>	0,0393	–	I (0)
<i>dpu</i>	0,1468	0	I (1)
<i>rect</i>	0,2446	0	I (1)
<i>txce</i>	0,3433	0,0003	I (1)
<i>txch</i>	0,968	0,0034	I (1)
<i>txinfl</i>	0	–	I (0)

Source : Les auteurs, sur base des analyses dans Eviews 12

Le tableau montre que certaines séries comme l'aide publique au développement (*apd*) et le taux d'inflation (*txinfl*) sont stationnaires à niveau, tandis que les dépenses publiques (*dpu*), les recettes publiques (*rect*), le taux de croissance économique (*txce*) et le taux de change (*txch*) nécessitent une transformation par la première différence pour devenir stationnaires (I(1)).

III.2.2. Estimation du modèle et choix du décalage optimal

Afin de sélectionner le modèle ARDL le plus performant fourni par le logiciel, celui qui donne, avec le nombre minimal des paramètres, des résultats significatifs d'un point de vue statistique, nous nous sommes servis du critère d'information de Schwarz (SIC).

Tableau 5 : Estimation du modèle ARDL

Dependent Variable: DPU
 Method: ARDL
 Date: 07/28/25 Time: 17:37
 Sample (adjusted): 1994 2023
 Included observations: 30 after adjustments
 Maximum dependent lags: 3 (Automatic selection)
 Model selection method: Schwarz criterion (SIC)
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): APD RECT TXCE TXCH TXINFL

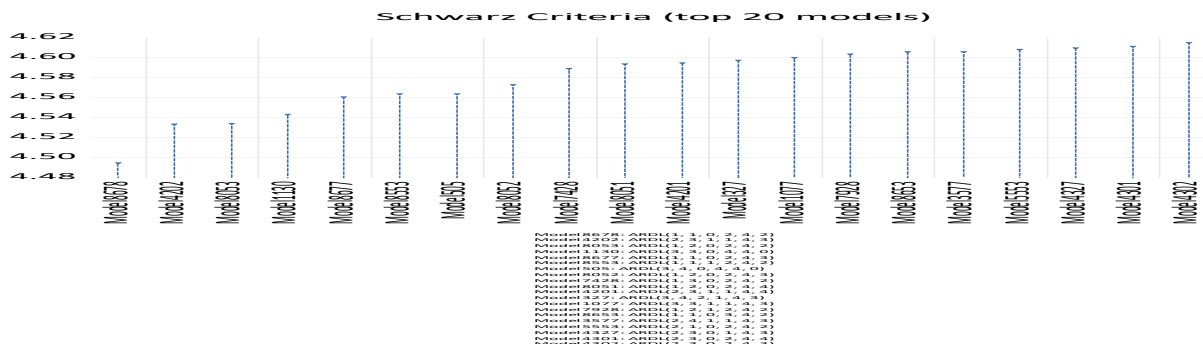
Fixed regressors: C
 Number of models evaluated: 9375
 Selected Model: ARDL(1, 1, 0, 2, 4, 2)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
DPU(-1)	-0.178369	0.252455	-0.706536	0.4914
APD	0.054562	0.033474	1.629986	0.1254
APD(-1)	0.108983	0.036673	2.971770	0.0101
RECT	0.315511	0.130968	2.409069	0.0303
TXCE	0.231872	0.155092	1.495061	0.1571
TXCE(-1)	0.574615	0.201257	2.855129	0.0127
TXCE(-2)	-0.377489	0.132839	-2.841703	0.0131
TXCH	0.004628	0.003162	1.463654	0.1654
TXCH(-1)	-0.025135	0.004929	-5.099269	0.0002
TXCH(-2)	0.012218	0.006057	2.017297	0.0633
TXCH(-3)	0.000183	0.006218	0.029397	0.9770
TXCH(-4)	0.007760	0.003539	2.192701	0.0457
TXINFL	4.16E-05	0.000178	0.233545	0.8187
TXINFL(-1)	-0.000335	8.35E-05	-4.008040	0.0013
TXINFL(-2)	-0.000176	8.07E-05	-2.185469	0.0463
C	12.17070	2.822444	4.312112	0.0007
R-squared	0.955423	Mean dependent var	14.80400	
Adjusted R-squared	0.907661	S.D. dependent var	4.452610	
S.E. of regression	1.353029	Akaike info criterion	3.747095	
Sum squared resid	25.62961	Schwarz criterion	4.494400	
Log likelihood	-40.20642	Hannan-Quinn criter.	3.986164	
F-statistic	20.00403	Durbin-Watson stat	1.888709	
Prob(F-statistic)	0.000001			

*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

Source : Les auteurs, sur base des analyses dans Eviews 12

Tableau 6 : Critère de sélection du modèle ARDL



Source : Les auteurs, sur base des analyses dans Eviews 12

Après avoir testé 9375 spécifications différentes du modèle ARDL, l’algorithme du logiciel Eviews 12 nous renseigne que la spécification (1,1,0,2,4,2) a été sélectionnée comme étant la meilleure, en raison de sa capacité à offrir la valeur la plus basse de tous les modèles potentiels, selon le critère SIC. Cela suggère donc que ce modèle est le plus adéquat pour représenter la relation entre la variable endogène et les variables exogènes dans le cadre de l’analyse des dépenses publiques en République Démocratique du Congo, en prenant en compte la disponibilité des données.

✚ Diagnostique du modèle ARDL estimé

Après estimation de notre modèle, nous avons utilisé différents tests pour nous assurer de la rectitude du modèle. Ont respectivement été testés : l'autocorrélation, la normalité des erreurs, l'hétéroscédasticité et la spécification. Les résultats de ces tests nous sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 7 : Résultats des tests diagnostiques du modèle

Hypothèse du Test	Test	Valeurs à 5%	Conclusion
Autocorrélation	Breusch-Godfrey LM Test	0,9197 > 0,05	Absence d'autocorrélation
Normalité	Jarque-Bera	0,838941 > 0,05	Normalité
Hétéroscédasticité	Breusch-Pagan-Godfrey	0,1393 > 0,05	Absence d'hétéroscédasticité
Spécification	Ramsey	0,3255 > 0,05	Bonne

Source : Les auteurs, sur base des analyses dans Eviews 12

Les résultats nous révèlent que les hypothèses nulles sont toutes acceptées pour ces tests. La validation statistique du modèle est donc évidente. De ce fait, le modèle ARDL (1, 1, 0, 2, 4, 2) estimé est globalement bon et explique à 91% la dynamique des dépenses publiques en République Démocratique du Congo.

III.2.4. Test de cointégration aux bornes de Pesaran

Ce test est axé sur le calcul de la statistique F de Fisher qui sera comparée aux valeurs situées aux bornes, nous permettant de tirer des conclusions suivant l'un des cas ci-dessous :

- Si F est $>$ à la borne supérieure : il existe une cointégration
- Si F est $<$ à la borne inférieure : il n'existe pas de cointégration
- Si borne inférieure $< F <$ borne supérieure : aucune conclusion

Tableau 1 : Résultats du test de cointégration

Variables	DPU, RECT, APD, TXCE, TXCH, TXINFL	
F-statistic calculée	9,8311465	
Seuil critique	Borne inférieure	Borne supérieure
1%	4,134	5,761
5%	2,91	4,193
10%	2,407	3,517

Source : Les auteurs, sur base des analyses dans Eviews 12

Notre étude révèle une relation de cointégration entre nos séries car la statistique F de Fisher est supérieure à la borne supérieure à n'importe quel seuil de signification. Cette information apporte de la lumière à notre modèle car elle confirme l'existence d'une relation de long-terme entre nos variables exogènes (apd, rect, txce, txch, txinfl) et notre variable endogène (dpu). Cela signifie que ces variables se déplacent ensemble à long terme et qu'une variation

de l'une d'elles a un impact sur les autres au fil du temps ; ce qui est un indicateur positif de la stabilité d'une relation économique entre ces dernières.

III.2.5. Test de causalité au sens de Toda Yamamoto

Comme le révèle Kibala, J., lorsque les variables sont intégrées à des ordres différents (ce qui est notre cas justement), le test classique de causalité au sens de Granger devient caduque.

Ainsi, recourt-on au test de Toda-Yamamoto.

Ce test nous fournit les résultats pertinents ci-après :

Tableau 8 : Test de causalité de Toda Yamamoto

VAR Granger Causality/Block Exogeneity Wald Tests
Date: 07/28/25 Time: 23:11
Sample: 1990 2023
Included observations: 32

Dependent variable: DPU

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
APD	2.314999	2	0.3143
RECT	0.544263	2	0.7618
TXCE	9.087748	2	0.0106
TXCH	4.847678	2	0.0886
TXINFL	4.142065	2	0.1261
All	25.33109	10	0.0048

Dependent variable: APD

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
DPU	0.725215	2	0.6959
RECT	2.459469	2	0.2924
TXCE	1.104992	2	0.5755
TXCH	3.368224	2	0.1856
TXINFL	1.027807	2	0.5982
All	10.98287	10	0.3589

Dependent variable: RECT

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
DPU	0.863725	2	0.6493
APD	0.553552	2	0.7582
TXCE	4.118455	2	0.1276
TXCH	4.282669	2	0.1175
TXINFL	0.838317	2	0.6576
All	10.03229	10	0.4377

Dependent variable: TXCE

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
DPU	0.047765	2	0.9764
APD	1.342119	2	0.5112
RECT	1.152660	2	0.5620
TXCH	5.050802	2	0.0800
TXINFL	0.874501	2	0.6458
All	8.320135	10	0.5976

Dependent variable: TXCH

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
DPU	0.622908	2	0.7324
APD	1.047132	2	0.5924
RECT	1.976474	2	0.3722
TXCE	2.542794	2	0.2804
TXINFL	1.294193	2	0.5236
All	4.989925	10	0.8919

Dependent variable: TXINFL

Excluded	Chi-sq	df	Prob.
DPU	4.753638	2	0.0928
APD	0.072664	2	0.9643
RECT	0.342234	2	0.8427
TXCE	5.438818	2	0.0659
TXCH	3.113676	2	0.2108
All	22.01738	10	0.0150

Source : Les auteurs, sur base des analyses dans Eviews 12

Les analyses montrent que le taux de croissance économique cause les dépenses publiques ($0,0106 < 0,05$), justifiant que la croissance permet une augmentation des recettes et des dépenses. Le taux de change influence également les dépenses ($0,0886 < 0,1$), car sa dépréciation augmente les coûts d'importation et peut accroître les recettes en devise. En revanche, aucune variable ne cause l'aide publique au développement, reflétant sa dépendance aux pays donateurs. Pour les recettes publiques, l'absence de causalité s'explique par l'influence des cours mondiaux des matières premières. Le taux de change impacte aussi la croissance économique ($0,08 < 0,10$), tandis que les variables du modèle ne causent pas le taux de change, suggérant des influences exogènes. En conclusion, il n'y a pas de causalité bidirectionnelle, mais des causalités unidirectionnelles, la plus significative étant celle du taux de croissance sur les dépenses publiques. Analyse de la dynamique de long-terme et court terme du modèle

➤ *Dynamique de long terme*

Tableau 8 : Dynamique de long terme du modèle

ARDL Long Run Form and Bounds Test
 Dependent Variable: D(DPU)
 Selected Model: ARDL(1, 1, 0, 2, 4, 2)
 Case 2: Restricted Constant and No Trend
 Date: 07/28/25 Time: 20:17
 Sample: 1990 2023
 Included observations: 30

Levels Equation Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
APD	0.138789	0.046251	3.000760	0.0095
RECT	0.267752	0.088541	3.024066	0.0091
TXCE	0.364060	0.157482	2.311756	0.0365
TXCH	-0.000293	0.001086	-0.269490	0.7915
TXINFL	-0.000398	0.000194	-2.051100	0.0595
C	10.32843	1.169607	8.830683	0.0000

EC = DPU - (0.1388*APD + 0.2678*RECT + 0.3641*TXCE - 0.0003*TXCH - 0.0004*TXINFL + 10.3284)

F-Bounds Test Null Hypothesis: No levels relationship				
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic k	9.831146 5	10%	2.08	3
		5%	2.39	3.38
		2.5%	2.7	3.73
		1%	3.06	4.15
Actual Sample Size 30		10%	2.407	3.517
		5%	2.91	4.193
		1%	4.134	5.761
		Asymptotic: n=1000		
Finite Sample: n=30				

Source : Les auteurs, sur base des analyses dans Eviews 12

L'analyse de la dynamique de long terme révèle plusieurs relations significatives entre les variables.

- **APD** : L'aide publique au développement augmente les dépenses publiques de 0,14 % pour chaque augmentation de 1 % de l'aide, confirmant la dépendance de la RDC à l'aide étrangère.
- **RECT** : Les recettes publiques ont également un impact, avec une augmentation de 0,27 % des dépenses pour chaque hausse de 1 % des recettes, un résultat faible qui peut s'expliquer par des facteurs comme le remboursement de la dette ou des fuites de capitaux.
- **TXCE** : Le taux de croissance économique, significatif à 10 %, est associé à une hausse de 0,36 % des dépenses publiques, indiquant une politique budgétaire pro-cyclique.
- **TXCH** : Le taux de change n'a pas de relation significative avec les dépenses publiques.
- **TXINFL** : Une augmentation de 1 % de l'inflation diminue les dépenses de 0,0004 %, soulignant les effets dévastateurs de l'inflation.

III.2.6.2. Dynamique de court terme

Tableau 9 : Dynamique de court terme du modèle

ARDL Error Correction Regression
Dependent Variable: D(DPU)
Selected Model: ARDL(1, 1, 0, 2, 4, 2)
Case 2: Restricted Constant and No Trend
Date: 07/29/25 Time: 13:15
Sample: 1990 2023
Included observations: 30

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(APD)	0.054562	0.018819	2.899243	0.0117
D(TXCE)	0.231872	0.077932	2.975291	0.0100
D(TXCE(-1))	0.377489	0.086896	4.344156	0.0007
D(TXCH)	0.004628	0.002067	2.239181	0.0419
D(TXCH(-1))	-0.020161	0.002554	-7.893621	0.0000
D(TXCH(-2))	-0.007943	0.003451	-2.301661	0.0372
D(TXCH(-3))	-0.007760	0.002360	-3.288412	0.0054
D(TXINFL)	4.16E-05	6.46E-05	0.643506	0.5303
D(TXINFL(-1))	0.000176	5.82E-05	3.029365	0.0090
CointEq(-1)*	-1.178369	0.118845	-9.915214	0.0000
R-squared	0.938602	Mean dependent var	0.016000	
Adjusted R-squared	0.910973	S.D. dependent var	3.793970	
S.E. of regression	1.132025	Akaike info criterion	3.347095	
Sum squared resid	25.62961	Schwarz criterion	3.814161	
Log likelihood	-40.20642	Hannan-Quinn criter.	3.496513	
Durbin-Watson stat	1.888709			

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

Source : Les auteurs, sur base des analyses dans Eviews 12

La relation à court terme entre les variables est éclairée par un modèle à correction d'erreur. Le terme de correction d'erreur (CointEq(-1)), très significatif (0,01 %), indique qu'environ 118 % des déséquilibres des dépenses publiques sont corrigés chaque année.

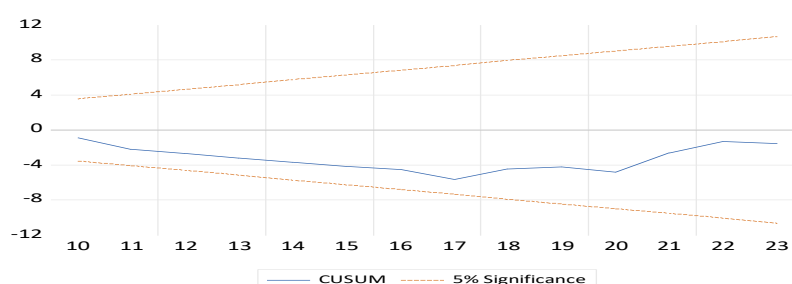
Concernant l'aide publique au développement (D(APD)), une augmentation de 1 % se traduit par une hausse de 0,05 % des dépenses publiques, montrant une réponse rapide des dépenses à l'aide. Pour la croissance économique (D(TXCE)), une hausse de 1 % entraîne une

augmentation de 0,23 % des dépenses, confirmant une politique budgétaire pro-cyclique. La croissance retardée ($D(TXCE(-1))$) continue également d'exercer un effet significatif.

Les variations retardées du taux de change ($D(TXCH)$) ont un impact négatif sur les dépenses publiques, reflétant une dépréciation persistante. Bien que certaines variables comme $D(RECT)$ n'affichent pas d'impact significatif à court terme, la variation retardée du taux d'inflation ($D(TXINFL(-1))$) semble influencer positivement les dépenses, probablement pour répondre à la pression sociale face à l'inflation.

✚ Stabilité du modèle

Tableau 10 : Test de stabilité du modèle



Source : Les auteurs, sur base des analyses dans Eviews 12

D'après le graphique que nous observons, le modèle est globalement stable, car la série du CUSUM se trouve entre les deux bornes de l'intervalle de confiance. Cela signifie que les résultats ne sont pas affectés de manière significative par l'évolution du temps ou l'ajout d'une nouvelle donnée.

2.3. Discussion des résultats

L'analyse du modèle ARDL confirme que les dépenses publiques en République démocratique du Congo (RDC) sont influencées par un ensemble de facteurs économiques à court et long terme, révélant des défis et des opportunités spécifiques au pays.

Un premier constat central concerne le rôle de la **croissance économique** dans la dynamique des dépenses publiques. Conformément à la Loi de Wagner, une expansion de l'activité économique entraîne une augmentation significative des dépenses publiques. À long terme, le taux de croissance économique ($TXCE$) exerce un effet positif et statistiquement significatif sur les dépenses publiques (DPU) avec un coefficient de 0,36 (Prob. = 0,0595). À court terme, les variations contemporaines et retardées du $TXCE$ renforcent cette observation (coefficients respectifs de 0,23 et 0,38, Prob. = 0,0100 et 0,0131). Cette relation pro-cyclique montre que les périodes de prospérité, souvent liées aux cours des matières premières, permettent à l'État d'accroître ses engagements, tandis que les ralentissements économiques limitent rapidement

sa capacité de dépenses. Cette pro-cyclicité restreint l'usage de la politique budgétaire comme outil de stabilisation contra-cyclique, contrairement aux recommandations keynésiennes.

La **contrainte budgétaire** apparaît comme un principe moteur des dépenses publiques congolaises. À long terme, les **recettes publiques (RECT)** et l'**aide publique au développement (APD)** constituent les principaux facteurs de soutien des dépenses. Les recettes publiques contribuent significativement à l'augmentation des DPU (coefficient 0,27, Prob. = 0,0091), tandis que l'APD joue un rôle complémentaire avec un coefficient positif et significatif de 0,14 (Prob. = 0,0095). À court terme, les flux d'APD se traduisent rapidement en dépenses, comme l'indique l'effet positif et significatif des variations contemporaines de l'APD (coefficient 0,05, Prob. = 0,0117). Ces résultats confirment que les dépenses publiques dépendent fortement de la capacité de mobilisation des ressources internes et de l'accès aux financements extérieurs.

L'**instabilité macroéconomique** constitue un autre facteur déterminant. L'hyperinflation observée dans certaines périodes exerce un effet érosif sur la valeur réelle des DPU à long terme (coefficient -0,0004, Prob. = 0,0595). Cependant, à court terme, des épisodes d'inflation passée peuvent inciter l'État à ajuster nominalement ses dépenses à la hausse, comme le montre l'impact positif de la variation retardée de l'inflation ($D(TXINFL(-1))$) sur les variations des DPU (coefficient 0,000176, Prob. = 0,0090). De même, les chocs du **taux de change**, fréquents en RDC, ont un impact négatif immédiat sur la capacité de dépense. Les variations retardées du taux de change ($D(TXCH(-1))$, $D(TXCH(-2))$, $D(TXCH(-3))$) présentent des effets négatifs significatifs sur les variations des DPU (coefficients allant de -0,020161 à -0,007760, Prob. < 0,05), reflétant l'augmentation des coûts des intrants importés et de la dette extérieure.

La dynamique d'ajustement du système est particulièrement rapide. Le coefficient du **terme de correction d'erreur (CointEq(-1))** indique que les déséquilibres entre les dépenses publiques et leur trajectoire de long terme se résorbent vite, suggérant des réponses budgétaires vigoureuses face aux écarts. Bien que potentiellement coûteuse, cette réactivité est nécessaire dans le contexte économique congolais marqué par des instabilités multiples.

Dans l'ensemble, l'analyse révèle que les dépenses publiques en RDC sont déterminées par un équilibre complexe : la **croissance économique fournit les moyens**, la **contrainte budgétaire impose les limites**, et l'**instabilité macroéconomique façonne les ajustements** à court et long terme. Ces résultats soulignent plusieurs implications :

- La nécessité de **diversifier l'économie** afin de stabiliser les recettes publiques.

- L'importance d'une **gestion prudente des chocs exogènes** (inflation et taux de change).
- L'enjeu de **transformer efficacement les ressources disponibles en dépenses publiques** au service du développement durable.

Enfin, les hypothèses initiales sont validées par les résultats :

1. Les **recettes publiques et l'APD** sont des déterminants structurels et significatifs des dépenses publiques à long terme, confirmant la forte contrainte budgétaire pesant sur l'État congolais.
2. Le **contexte d'instabilité et de volatilité macroéconomique** influence négativement les dépenses publiques. L'inflation réduit le pouvoir d'achat gouvernemental à long terme (coefficient -0,0004, Prob. = 0,0595), et les chocs de taux de change passés affectent significativement les variations à court terme des DPU (coefficients de -0,0078 à -0,0202, Prob. < 0,05). Ces résultats témoignent de la vulnérabilité du budget de l'État aux fluctuations économiques et monétaires, limitant sa capacité à dépenser de manière stable et prévisible.

Conclusion

L'étude des dépenses publiques en République Démocratique du Congo (RDC) sur la période 1990-2023, réalisée à l'aide du modèle ARDL, a permis d'analyser de manière approfondie les déterminants de ces dépenses dans un contexte économique et institutionnel particulièrement complexe. Notre question de recherche, centrée sur l'identification des facteurs explicatifs des dépenses publiques, a été abordée par l'analyse des interactions entre les recettes publiques, l'aide publique au développement, la croissance économique, l'inflation et le taux de change. Cette approche a permis de mettre en évidence les mécanismes fondamentaux qui sous-tendent la formation et l'évolution des dépenses publiques en RDC.

Les résultats obtenus confirment de manière générale les hypothèses formulées au départ. Il ressort que les dépenses publiques sont fortement influencées par les recettes internes et l'aide extérieure, ce qui valide notre première hypothèse. Cette relation met en évidence la dépendance persistante de l'État congolais à ses ressources internes et à l'appui financier international pour financer ses dépenses. Par ailleurs, l'impact négatif d'un environnement marqué par l'instabilité économique et politique sur le niveau des dépenses publiques corrobore notre seconde hypothèse, soulignant la fragilité de la politique budgétaire face aux crises et aux chocs exogènes.

L'analyse montre que la croissance économique constitue un facteur favorable à l'augmentation des dépenses publiques, reflétant un lien positif entre expansion économique et capacité de financement de l'État. À l'inverse, l'inflation et les fluctuations du taux de change exercent des effets défavorables sur ces dépenses, limitant le pouvoir d'achat et la stabilité budgétaire. Par ailleurs, l'étude révèle que la politique budgétaire en RDC est majoritairement pro-cyclique, ce qui signifie que les dépenses publiques tendent à suivre le cycle économique plutôt qu'à le stabiliser. Cette observation souligne une gestion budgétaire qui, faute de mécanismes de stabilisation efficaces, reste vulnérable aux variations de l'activité économique et aux chocs externes.

À partir de ces résultats, plusieurs recommandations sont formulées afin d'améliorer la gestion des finances publiques et de renforcer l'impact des dépenses publiques sur le développement économique et social. Premièrement, la diversification stratégique de l'économie est essentielle. Réduire la dépendance aux matières premières et développer des secteurs tels que l'agriculture durable, l'industrie légère et les services technologiques permettra de générer des sources de revenus plus stables et variées. Deuxièmement, le renforcement des capacités institutionnelles est crucial pour assurer une gestion efficace et transparente des finances publiques. Cela passe par la formation des agents publics aux principes de responsabilité, de transparence et de contrôle des dépenses.

Troisièmement, l'optimisation de l'aide publique au développement doit être envisagée de manière ciblée, en orientant les ressources vers des projets à long terme, notamment dans les infrastructures et les services sociaux, afin de maximiser l'impact sur le bien-être des populations. Quatrièmement, l'élaboration de politiques budgétaires flexibles, incluant des mécanismes de stabilisation automatique, permettra d'adapter les dépenses publiques aux chocs économiques et de protéger les services essentiels en période de crise. Cinquièmement, la participation citoyenne dans le processus budgétaire doit être encouragée, à travers la création de plateformes de dialogue et de consultation permettant aux citoyens de contribuer aux décisions publiques et d'améliorer la légitimité des politiques budgétaires. Enfin, le suivi et l'évaluation des réformes mises en œuvre doivent être systématisés, afin de mesurer l'efficacité des mesures et d'ajuster les stratégies en conséquence.

Cette étude présente toutefois certaines limites. L'utilisation du modèle ARDL, bien qu'efficace pour analyser les relations de court et long terme, ne permet pas de capter toutes les dynamiques non linéaires entre les variables. De plus, l'analyse repose sur des données agrégées, ce qui empêche d'examiner les disparités régionales et sectorielles au sein de la

RDC. Enfin, les résultats peuvent être sensibles aux choix méthodologiques et à la période étudiée, ce qui limite leur généralisation à d'autres contextes ou périodes.

Ces limites ouvrent des perspectives de recherches futures importantes. Il serait pertinent de réaliser une analyse sectorielle plus fine afin de mieux comprendre les spécificités des différents secteurs économiques. L'étude des effets non linéaires à travers des modèles alternatifs pourrait également fournir une vision plus nuancée des interactions complexes entre les variables. Par ailleurs, des recherches sur les disparités régionales et sur l'efficacité réelle de l'aide publique au niveau communautaire permettraient d'affiner les recommandations et d'adapter les politiques aux besoins locaux. Le suivi des mesures budgétaires mises en œuvre constitue également un axe clé pour évaluer l'impact concret des réformes sur la performance financière de l'État.

Les principaux apports de cette recherche se déclinent en quatre points. Premièrement, elle identifie les principaux facteurs explicatifs des dépenses publiques, confirmant le rôle central des recettes publiques et de l'aide extérieure, tout en soulignant les effets négatifs de l'inflation et des chocs de change. Deuxièmement, elle caractérise la politique budgétaire comme étant pro-cyclique, mettant en lumière la nécessité de renforcer la discipline budgétaire et la résilience face aux fluctuations économiques. Troisièmement, elle apporte une contribution méthodologique originale en appliquant le modèle ARDL dans le contexte congolais, permettant de distinguer les effets de court et long terme des variables. Quatrièmement, elle offre des implications concrètes pour le développement durable, en soulignant l'importance de la diversification économique, de la bonne gouvernance financière et de l'optimisation de l'aide publique.

En somme, cette étude fournit un éclairage empirique et rigoureux sur la gestion des finances publiques en RDC, en combinant analyse économétrique et contexte institutionnel. Elle propose des recommandations concrètes pour renforcer l'efficacité, la transparence et la résilience des dépenses publiques, contribuant ainsi à un développement économique durable et inclusif. Malgré les défis structurels et conjoncturels, une gestion proactive et des réformes stratégiques pourraient considérablement améliorer la performance budgétaire et la qualité de vie des populations congolaises.

Références bibliographiques

Alesina, A., & Perotti, R. (1996). *Income distribution, political instability, and economic growth*. NBER Working Paper No. 5558.

Bakandeja Wa Mpungu G., *Les finances publiques en République Démocratique du Congo : la longue croisade pour une gouvernance financière débarrassée des démons de la corruption et du détournement des deniers publics*, Bruxelles, Editions Bruylant, 330p.

Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103-S125. <https://doi.org/10.1086/261726>

Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103-S125. <https://doi.org/10.1086/261726>

Blanchard, O. et Cohen, D., *Macroéconomie*, 7^{édition}, Pearson, 656p

Buchanan, J. M., & Tullock, G. (1962). *The Calculus of Consent: Logical Foundations of Constitutional Democracy*. Ann Arbor: University of Michigan Press.

Cour des comptes, *Rapport général sur le contrôle de l'exécution de la loi de finances n°22/071 du 28 Décembre 2022 en vue de la réédition des comptes du budget du pouvoir central pour l'exercice 2023*, Kinshasa, Octobre 2024, 86p.

Eric Le Boucher, *Les dangers d'une relance mondiale*, chronique du 2 décembre 2016, disponible à l'adresse : <http://www.lesechos.fr/pdf.php?edition=20161202LEC>

Fabra, Paul, «*pas de limite au déficit public*», chronique publiée le 3 novembre 1992 in le journal Le Monde

Filmer, D., & Pritchett, L. (1999). The impact of public spending on health: Does money matter? *Social Science & Medicine*, 49(10), 1309-1323. [https://doi.org/10.1016/S0277-9536\(99\)00108-8](https://doi.org/10.1016/S0277-9536(99)00108-8)

Findlay, D. et al., *Guide de l'étudiant en macroéconomie*, Paris, 4^e édition, Pearson, 2007, 346p.

Ghosh, A. (2006). Determinants of public expenditure in developing countries: A panel data analysis. *Journal of Development Studies*, 42(2), 195-213. <https://doi.org/10.1080/00220380500343764>

Guillamin, C., *Macroéconomie*, Dunod, 464p.

Hamilton, J. D., & Flavin, M. A. (1986). On the limitations of government borrowing: A framework for empirical testing. *The American Economic Review*, 76(4), 808-819.

Jean Marc, Daniel, *La Politique économique*, «*Que sais-je ?*», 3^e Edition, Presse Universitaire de France, 2012, 114p.

Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest, and Money*. London: Macmillan.

Kibala, Jonas, *Modélisation ARDL, Test de cointégration aux bornes et Approche de Toda-Yamamoto : Eléments de théorie et pratique sur logiciel*, 2018, 54p.

Léon-Amath Dione, *Composition de dépenses publiques et impacts sur la croissance économique : analyses théoriques et empiriques sur des panels de pays développés, émergents et en voie de développement*, Thèse Economie et finances, Université de Bourgogne, 2016, 322p.

Mankiw, G. et al., *Principes de Macroéconomie*, Québec, 2^e édition modulo, 524p.

Mattret, Jean-Bernard, *Classification et conséquences économiques de la dépense publique*, in GFP n°3-2017, pp.24-31

Moto Kosarade, J. et Sumata, C., *Evaluation de la politique budgétaire en République Démocratique du Congo*, in Revue Française d'Économie et de Gestion .Volume 3 : Numéro 7, 2022, pp.382-406

Moto Kosarade, J., *Finances publiques en République Démocratique du Congo : approche théorique et pratique*, Les éditions du net, 2024, 782p.

Musgrave, R. A. (1959). *The Theory of Public Finance*. New York: McGraw-Hill.

PEFA, *Évaluation de la performance de la gestion des finances publiques en République Démocratique du Congo selon la méthodologie PEFA 2016*, 2020, 273p.

Rajan, R. G., & Zingales, L. (1998). Financial dependence and growth. *American Economic Review*, 88

Ricardo, David, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt-Edition anglaise de 1821, Traduction de Cécile Soudan*, Edition Garnier –Flammarion, Janvier 1993, 508p.

Touami Sabiha, *Les dépenses publiques comme un instrument de relance économique : Etude des variables Macroéconomiques explicatives de la croissance en Algérie 1974-2014*, Thèse, 2020, 337p.

Vate, M., *Leçons d'économie politique*, Paris, 8^e Economica, 1999, 572p.

Wallerstein, I., *Le capitalisme historique*, Paris, La découverte, 130p.